

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents	Lesia RADELICKI, <i>Conseillère-Présidente</i> ; Jean SPINETTE, <i>Bourgmestre</i> ; Catherine MORENVILLE, Yasmina NEKHOUL, Thierry VAN CAMPENHOUT, Francesco IAMMARINO, Willem STEVENS, Catherine FRANCOIS, Suzanne RYVERS, <i>Échevin(e)s</i> ; Myriem AMRANI, Loïc FRAITURE, Khalid TALBI, Agnès VERMEIREN, Mohamed EL OUARIACHI, Celi RODRIGUEZ, Marc NAETHER, Michel LIBOUTON, Isabelle PINZAUTI BABRZYNSKI, Grégoire KABASELE, Laurent SCHEID, Mélanie VERROKEN, Jeanne BAUDOIN, Carine GRACEFFA, Rosalind Lester, Xenia DUCULESCU, Marwan HOBEIKA, Philippe Gerard, <i>Conseillers(ères)</i> ; Laurent PAMPFER, <i>Secrétaire communal</i> .
Excusés	Saïd AHRUIL, <i>Échevin(e)</i> ; Jos RAYMENANTS, Hassan ASSILA, Khalid MANSOURI, Elisa SACCO, Christine WAGNEIN, Pietro DE MATTEIS, Estela COSTA, <i>Conseillers(ères)</i> .

Séance du 30.11.23**#Objet : Mobilité - Stationnement - Règlement communal complémentaire sur les redevances de stationnement. #**

Séance publique

Stationnement

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, **et ses modifications ultérieures** ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire ;

Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu l'adoption du Plan d'Action Communal de Stationnement par le Conseil Communal lors de la séance du 21 décembre 2017 ;

Vu les avis de l'Agence Régionale du Stationnement Parking.brussels reçus en date des 26 octobre 2017 et 13 décembre 2022, en application de l'article 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière ;

Vu l'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mars 2017 pour le lancement d'une concession pour l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge électrique pour véhicules dans la Région ;

Vu les concessions attribuées aux opérateurs d'énergie relatives à l'installation des bornes de recharges électriques;

Vu les décisions du Collège approuvant les emplacements pour les bornes de recharge pour véhicules électriques dans la commune de Saint-Gilles ;

Vu le nouveau modèle de règlement de stationnement proposé par Parking Brussels en octobre 2022, intégrant les nouveaux tarifs pour le stationnement, redevances et cartes de dérogation ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Revu sa décision du **26 janvier 2023** relative au Règlement sur la politique communale de stationnement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRÊTE :Le règlement délibéré par le Conseil Communal du **26 janvier 2023** est remplacé comme suit :**TITRE I.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES****CHAPITRE I.- CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT****Article 1.-** Le règlement est applicable sur toutes les voiries publiques et à tout véhicule à moteur.**CHAPITRE II.- DÉFINITIONS**

Article 2.- Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

- 1° Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre 7 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.
- 2° Arrêté : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20 octobre 2022.
- 3° Autocar : tout véhicule à moteur conçu et construit pour transporter exclusivement des passagers assis comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises telles que définies à l'article 2.66 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
- 4° Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « matérialisées » ou « dématérialisées ».
- 5° Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques.
- 6° Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière.
- 7° Emplacement réservé : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies à l'article 12 l'Ordonnance du 6 juillet 2022.
- 8° Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par « personne », il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par « entreprise », il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises au Titre Ier du Code des sociétés et des associations, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21 juin 2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL.
- 9° Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans la Région de Bruxelles-Capitale.
- 10° Borne de recharge électrique : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise.
- 11° Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, extraite du Registre national.
- 12° Ordonnance : l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.
- 13° Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer la redevance forfaitaire visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022.
- 14° Plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.
- 15° Plan de déplacement scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.
- 16° Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule.
- 17° Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences.
- 18° Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.
- 19° Ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée d'1/4 d'heure, soit payant pour une durée déterminée par l'usager et/ou le type de zone réglementée.
- Le ticket « physique » de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la marque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.).
- 20° Usager : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé.
- 21° Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications.
- 22° Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréés par Bruxelles Mobilité au sens de l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers.
- 23° Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures.
- 24° Redevance de stationnement horaire : contrepartie financière due pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et établie en vertu de l'article 14, § 1er de l'Ordonnance du 6 juillet 2022.
- 25° Redevance de stationnement forfaitaire : contrepartie financière établie en vertu de l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022.
- 26° Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes.
- 27° Marque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules (plaque d'immatriculation).

TITRE II.- ZONES REGLEMENTÉES

CHAPITRE I.- TYPES DE ZONE

Section 1.- ZONE ROUGE

Sous-section 1.- Durée

Article 3.- La durée de stationnement en zone rouge est limitée à 2 heures.

Sous-section 2.- Montant

Article 4.- Le montant de la redevance en zone rouge est :

- 0,90 euro pour la première demi-heure ;
- 2, 60 euros pour la seconde demi-heure ;
- 5,30 euros pour la deuxième heure.

Article 5. - En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit, ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée, ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 54 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 40 euros pour 2 heures de stationnement.

Sous-section 3.- Horaire

Article 6.- L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone rouge est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 1° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Article 7.- En vertu de l'article 10, alinéa 3, de l'Ordonnance, la plage horaire visée à l'article précédent est portée de 9 heures à **21 heures** dans les rues suivantes :

- rue Africaine : du n°88 au n°108 ;

- rue de l'Aqueduc : en face des numéros allant du n°59 au n°65.

Section 2.- ZONE GRISE

Sous-section 1.- Durée

Article 8.- La durée de stationnement autorisée est limitée à 4 heures 30 minutes.

Sous-section 2.- Montant

Article 9.- Le montant de la redevance en zone grise est :

- 0,90 euro pour la première demi-heure ;
- 2,60 euros pour la seconde demi-heure ;
- 5,30 euros pour la deuxième heure ;
- 5,30 euros pour la troisième heure ;
- 5,30 euros pour la quatrième heure ;
- 2,60 euros pour la dernière demi-heure.

Article 10.- En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 54 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 45 euros par période de stationnement.

Sous-section 3.- Horaire

Article 11.- L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone grise est soumise aux conditions d'utilisation définies aux articles 19 à 21 de l'Arrêté tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Article 12.- En vertu de l'article 10, alinéa 3, de l'Ordonnance, la plage horaire visée à l'article précédent est portée de 9 heures à 21 heures dans les rues suivantes :

- rue Africaine : du n°42 au n°86 et du n°5 au n°31 ;
- rue de l'Amazone : du n°22 au n°68 et du n°33 au n°63 ;
- rue Américaine : du n°2 au n°40 et du n°1 au n°35 ;
- rue de l'Aqueduc : du n°2 au n°54b et du n°1 au n°57 ;
- rue Berckmans : du n°2 au n°128 et du n°1 au n°137 ;
- rue Blanche : du n°16B au n°42 et du n°15 au n°39 ;
- rue de la Bonté : du n°6 au n°8 et du n°7 au n°11 ;
- rue Bosquet : du n°2 au n°90 et du n°17 au n°87 ;
- rue Capouillet : du n°2 au n°42A et du n°1A au n°45 ;
- chaussée de Charleroi : du n°2B au n°258a et du n°1 au n°283 ;
- rue Defacqz : du n°72 au n°154 et du n°61 au n°141 ;
- rue Dejoncker : du n°2 au n°64 et du n°1 au n°51 ;
- rue d'Ecosse : du n°2 au n°42 et du n°1 au n°39 ;
- rue Faider : du n°4 au n°28 et du n°1 au n°25 ;
- rue de Florence : du n°59 au n°61 ;
- rue Jean Stas : du n°2 au n°32 et du n°1 au n°41 ;
- rue Jourdan : du n°2 au n°108 et du n°1A au n°127 ;
- rue de Livourne : du n°2 au n°4 et du n°1 au n°25 ;
- rue Simonis : du n°2 au n°14A et du n°1 au n°21 ;
- rue de Suisse : du n°2 au n°26 et du n°1 au n°39 ;
- rue Tasson-Sel : du n°2 au n°38 et du n°1 au n°39B ;
- avenue de la Toison d'Or : du n°51 au n°87 ;
- rue Veydt : du n°2 au n°34 et du n°1 au n°27.

Section 3.- ZONE VERTE

Sous-section 1.- Durée

Article 13.- La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps.

Sous-section 2.- Montant

Article 14.- Le montant de la redevance en zone verte est :

- 0,90 euro pour la première demi-heure ;
- 0,90 euro pour la seconde demi-heure ;
- 3,50 euros pour la deuxième heure ;
- 2,60 euros pour chaque heure supplémentaire.

Article 15.- En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 54 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 35 euros par période de stationnement.

Sous-section 3.- Horaire

Article 16.- L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 2° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 4.- ZONE DE LIVRAISON

Sous-section 1.- Montant et durée

Article 17.- Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 18.- Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison, à l'exception de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Article 19.- La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

Sous-section 2.- Horaire

Article 20.- Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel « forfait 100€ excepté livraisons ».

Section 5.- LA ZONE « EMPLACEMENT RÉSERVÉ »

Sous-section 1.- Durée et modalités

Article 21.- La durée de stationnement dans la zone « emplacement réservé » n'est pas limitée.

En zone « emplacement réservé riverain », seule la carte de dérogation « riverain » est valable sous réserve de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

En zone « emplacement réservé voitures partagées », seule la carte de dérogation « voiture partagée » est valable sous réserve de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Sous-section 2.- Montant

Article 22.- Une redevance de stationnement forfaitaire de 25 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement « réservé riverain » ou « réservé voiture partagée » sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

Section 6.- ZONE 'KISS & RIDE'

Sous-section 1.- Durée

Article 23.- L'arrêt du véhicule destiné à au débarquement ou au débarquement de personnes est autorisé et gratuit durant le temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Sous réserve des cartes de dérogations délivrées aux prestataires de soins médicaux urgents, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone « Kiss and ride ».

Sous-section 2.- Montant

Article 24.- En cas de dépassement du temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet, ou en l'absence de celle-ci, lorsque le véhicule est arrêté plus longtemps qu'il est nécessaire à des personnes pour monter ou descendre du véhicule ou pour charger ou décharger des choses, le montant de la redevance forfaitaire est de 100 EUR par période de stationnement.

Section 7.- ZONE CHARGEMENT ÉLECTRIQUE

Sous-section 1.- Durée

Article 25.- Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2.- Montant

Article 26.- Une redevance forfaitaire de 50 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Section 8.- ZONES AUTOCARS

Sous-section 1.- Zone « Drop & Ride »

Article 27.- L'arrêt des autocars en zone « Drop & Ride » est autorisé gratuitement durant le temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Article 28.- Une redevance forfaitaire de 50 EUR par période de stationnement est due en cas de dépassement du temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet, ou, en l'absence de celle-ci, lorsque le véhicule est arrêté plus longtemps qu'il n'est nécessaire à des personnes pour monter ou descendre du véhicule ou pour charger ou décharger des choses.

Sous-section 2.- Zone « Wait & Ride »

Article 29.- Le stationnement des autocars en zone « Wait & Ride » est autorisé pour une durée maximale de 4 heures et 30 minutes.

Article 30.- Le montant de la redevance est de 1 euro pour un quart d'heure.

Article 31.- En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé par un autocar, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant s'élève à 50 EUR par période de stationnement.

Sous-section 3.- Zone « Sleep & Ride »

Article 32.- Le stationnement des autocars en zone « Sleep & Ride » est autorisé gratuitement et n'est pas limité dans le temps.

CHAPITRE II.- ZONES PAYANTES : GÉNÉRALITÉS

Article 33.- Conformément à l'article 13, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

Article 34.- Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 35.- La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'horodateur, l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que SMS ou applications (si prévu) conformément aux indications figurant sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

Article 36.- Le cas échéant, le ticket « physique de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Article 37.- Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 38.- En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Article 39.- L'utilisateur répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Cette disposition peut également s'appliquer dans le cadre du stationnement en zone bleue. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

Article 40.- L'utilisateur supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 41.- Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique, soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

Article 42.- Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de l'achat d'un droit de stationnement payant.

Article 43.- À partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisés par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de **départ** est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier **précédant l'adoption du présent règlement**.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'Ordonnance.

Article 44.- Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie.

CHAPITRE III.- PROCÉDURE DE RECouvreMENT

Article 45.- Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, il dispose, pour s'acquitter de sa dette, **d'un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur**.

Article 46.- Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Article 47.- En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visée à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 48.- En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15 EUR.

Article 49.- Lorsque les montants dus restent impayés après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR destinée à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Article 50.- Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du débiteur.

Article 51.- En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance du 6 juillet 2022, en particulier, ses § 4 à 11.

TITRE III.- CARTES DE DÉROGATION

CHAPITRE I.- CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT

Section 1.- DISPOSITIONS COMMUNES

Article 52.- Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la commune ou à l'Agence en cas de délégation. Le cas échéant, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

Article 53.- L'application éventuelle de quotas peut faire l'objet d'une décision du Conseil communal, indépendante du présent règlement.

Article 54.- La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

Article 55.- La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

En ce qui concerne les véhicules non immatriculés, la carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque de véhicule (avec le numéro de châssis) est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation ainsi que pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 56.- Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer l'Agence du stationnement du changement dans les cinq jours ouvrables.

Article 57.- Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Le remboursement susmentionné ne s'applique donc que pour les cartes de dérogation d'une validité de 2 années.

Article 58.- Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 59.- L'attention de l'usager est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par Application.

Article 60.- L'Agence du stationnement n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. En pratique, l'Agence du stationnement rappelle par voie postale, avant l'échéance, le titulaire d'une carte de dérogation de l'expiration de celle-ci. La demande de prolongation de la carte de dérogation relève de la responsabilité de son titulaire. Il ne pourra en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Toutefois, en cas de renouvellement tardif de la carte de dérogation, l'Agence du stationnement procédera à l'annulation de toutes les redevances émises dans les zones et/ou secteurs et/ou mailles couvertes par la validité de la carte au cours des 21 jours calendaires qui précèdent le renouvellement effectif de la carte.

La durée de validité de la carte renouvelée sera alors raccourcie du nombre de jours qui sépare le renouvellement et la date de la première redevance annulée par cette règle.

Article 61.- Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'Agence du stationnement au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 62.- Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Article 63.- Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe l'Agence du stationnement, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

Article 64.- L'Agence du stationnement annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 65.- Afin d'assurer une coordination optimale entre communes et d'une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 66.- Le détenteur d'une carte « Riverain » ou d'une carte « Professionnel », domicilié ou dont l'entreprise se situe dans une des rues reprises en annexe 1 de ce règlement, délivrée par l'Agence du stationnement pour Saint-Gilles ainsi que par une commune limitrophe, peut stationner son véhicule dans le périmètre délimité et repris en annexe 1 du présent règlement. Cet article entrera en vigueur à partir du 1^{er} mai 2024.

Article 67.- Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

— Pour les véhicules de plus de 3,5T

— Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :

- Dépanneuse ;
- Remorque ;
- Autocaravane ;
- Bus et autocars ;
- Matériel agricole (dont quad) ;
- Matériel industriel ;
- Tracteurs ;
- Les marques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ ».
- Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 68.- A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier précédant l'adoption du présent règlement.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Section 2.- CARTE DE DÉROGATION « RIVERAIN »

Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 69.- Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

— les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la commune, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans).

— les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Dans ce cas, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans).

— les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée;

— les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnus par Bruxelles- Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sous-section 2.- Nombre de cartes par ménage

Article 70.- Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Sous-section 3.- Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 71.- Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 30 euros par an ou 60 euros pour deux ans ;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an ou 240 euros pour deux ans ;
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros pour 12 mois ;
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 72.- La carte de dérogation « riverain » est valable en zones grises, vertes et « évènement », ainsi que dans les zones réservées « riverains ».

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 73.- Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

Sous-section 6.- Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 74.- Le demandeur doit produire les documents suivants :

- Le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est pas le propriétaire.
- pour une voiture partagée entre particuliers : la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.
- pour une voiture en leasing : la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur.
- pour une voiture de de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour la voiture d'une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule, et non régulier
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne. Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Section 3.- CARTE DE DÉROGATION « PROFESSIONNEL »

Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 75.- Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants ;
- Les établissements d'enseignement ;
- Les membres du personnel de la zone de Police à laquelle est rattachée la commune.

Sous-section 2.- Prix

Article 76.- Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- 250 euros par an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 400 euros par an de la sixième à la vingtième carte ;
- 600 euros par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 800 euros par an pour chaque carte supplémentaire.

Sous-section 3.- Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement

Article 77.- Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 75 euros/an par secteur

Article 78.- Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 75 euros/an par secteur

Article 79.- Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Article 80.- Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les écoles sont situées. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 81.- La carte de dérogation « professionnel » est valable en zones grises et vertes.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 82.- Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s).

Sous-section 6.- Introduction de la demande

Article 83.- L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de **l'Agence du stationnement**.

Article 84.- L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 7.- Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 85.- La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Article 86.- Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4.- CARTE DE DÉROGATION « VISITEUR ».

Sous-section 1.- Bénéficiaire

Article 87.- Peuvent bénéficier de la carte de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage saint-gillois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2.- Prix

Article 88.- Le prix de la carte de dérogation est de 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Sous-section 3.- Nombre de période par ménage par an.

Article 89.- Le nombre de périodes de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de 100.

Sous-section 4.- Type de zones dans lesquelles la carte de dérogation est valable

Article 90.- La carte de dérogation « visiteur » est valable en zones grises et vertes.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 91.- La carte « visiteur » est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné.

Article 92.- Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation « riverain » pour la commune concernée reçoivent une carte visiteur dont le secteur de stationnement est le même que celui de leur carte « riverain »

CHAPITRE II.- CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT, VALABLES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Article 93.- Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l'art. 84, § 1, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions définies dans les formulaires de demande de carte de dérogation.

CHAPITRE III.- CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 94.- La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise.

Article 95. - La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que si il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes : 1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans le liste digitalisée des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement ;2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule au moyen de l'horodateur ;3° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout autre moyen digital mis à disposition par l'Agence du stationnement, tel qu'une application, un SMS ou une page web.

Article 96.- Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, grises, vertes et « évènement ».

TITRE IV.- DISPOSITIONS FINALES

Article 97.- Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2024, à l'exception de l'article 73 qui entrera en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Article 98.- Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 97, le présent règlement abroge les précédents règlements communaux de stationnement.

Article 99.- Le Collège communal délègue à l'Agence la réalisation des formulaires de demande relatifs aux cartes de dérogation.

Annexe au Règlement communal de stationnement

1/ Zones limitrophes avec les communes de Forest et d'Ixelles :

Rues limitrophes avec la Commune de Forest

Accord de tolérance St-Gilles & Forest				
Nom de la Rue	numéros impair	numéros pair	Secteur	Remarques
Avenue du Pont de Luttre	199-pont chemin de fer	croisement Avenue Van Volxem - pont chemin de fer	1	
Avenue Fonsny	103A-131	frontière communal - Rue Théodore Verhaegen	1	
Avenue Van Volxem	481-531	354-frontière communal / 354-gemeentegrens	1	
Avenue Wielemans Ceuppens	toute la rue	toute la rue	1	
Parvis St-Antoine	toute la rue	toute la rue	1	
Place Léon Wielemans	toute la rue	toute la rue	1	
Rue Alfred Orban	toute la rue	toute la rue	1	
Rue Berthelot	1-103	2-140	1	
Rue de Belgrade	toute la rue	toute la rue	1	
Rue de Fierlant	3-137	2-130	1	
Rue de Génes	toute la rue	toute la rue	1	
Rue de l'Imprimerie	toute la rue	toute la rue	1	
Rue des Alliés	293-341	336-370	1	
Rue des Moines	toute la rue	toute la rue	1	
Rue du Croissant	3-179	2-166	1	
Rue Edison	toute la rue	toute la rue	1	
Rue Pierre Decoster	1-49	2-68	1	
Rue Vaes	toute la rue	toute la rue	1	
Avenue du Roi	1-213	pas autorisée	1	
Rue de Mérode	211B-481	222-450	1	
Rue de Montenegro	89-203	98-192	1	
Rue de Serbie	31-95	34-92	1	

Avenue Besme	115-131	78-94	2	
Avenue Clémentine	toute la rue	toute la rue	2	
Avenue des Villas	toute la rue	toute la rue	2	
Avenue du Mont Kemmel	toute la rue	toute la rue	2	
Avenue du Parc	toute la rue	toute la rue	2	
Chaussée de Forest	113-301	142-336	2	
Rue Alfred Cluysenaar	toute la rue	toute la rue	2	
Rue André Hennebicq	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Crickx	toute la rue	toute la rue	2	
Rue de Bosnie	toute la rue	toute la rue	2	
Rue de la Perche	toute la rue	toute la rue	2	
Rue du Canada	toute la rue	toute la rue	2	
Rue du Fort	57-125	66-100	2	
Rue du Tir	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Egide Walschaerts	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Emile Feron	135-195	130-184	2	
Rue Fernand Bernier	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Garibaldi	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Gisbert Combaz	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Guillaume Tell	1-39	2-50	2	
Rue Gustave Defnet	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Jean Robie	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Jules Franqui	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Sterckx	toute la rue	toute la rue	2	
Rue Théodore Verhaegen	1-223	2A-230	2	
Square Gérard Van Caulaert	toute la rue	toute la rue	2	
Avenue du Roi	pas autorisée	2-234	2	
Place de Rochefort	1-11	n/a	2	
Rue de Mérode	185-211A	186-218	2	
Rue de Montenegro	3-83	2-90	2	
Rue de Serbie	1-25	2-26	2	
Chaussée d'Alseberg	1-55	pas autorisée	2	Les détenteurs d'une carte de dérogation de Forest ne pourront pas se garer sur la partie zone rouge de la chaussée d'Alseberg. Ces adresses sont mentionnées pour permettre aux riverains de cette rue de bénéficier de la réciprocité de cet accord.
Chaussée d'Alseberg	55-167	pas autorisée	2	
Rue Antoine Bréart	157-187	136-164	2	
Rue de Savoie	65-103	104-146	2	
Avenue Adolphe Demeur	toute la rue	toute la rue	3	
Avenue Albert	1-211	2-198	3	
Avenue Brugmann	1-193	2-176	3	
Avenue de la Jonction	toute la rue	toute la rue	3	
Avenue du Haut-Pont	1-11	2-14	3	
Avenue Ducpétiaux	37-157	34-152	3	
Avenue Jef Lambeaux	toute la rue	toute la rue	3	
Avenue Molière	1-187	2-128	3	
Avenue Paul Dejaer	toute la rue	toute la rue	3	
Chaussée de Waterloo	167-363	202-408	3	
Place Antpine Delporte	toute la rue	toute la rue	3	
Place Maurice Van Meenen	toute la rue	toute la rue	3	
Rue Arthur Diderich	toute la rue	toute la rue	3	
Rue Berckendael	45-157A	30-92	3	
Rue Darwin	1-17	2-18	3	
Rue de la Glacière	toute la rue	toute la rue	3	
Rue de l'Albanie	toute la rue	toute la rue	3	
Rue de Lombardie	toute la rue	toute la rue	3	
Rue de Loncin	toute la rue	toute la rue	3	
Rue Eugène Verheggen	toute la rue	toute la rue	3	
Rue Félix Delhasse	toute la rue	toute la rue	3	
Rue Henri Wafelaerts	toute la rue	toute la rue	3	
Square Larousse	toute la rue	toute la rue	3	
Chaussée d'Alseberg	pas autorisée	2-52	3	Les détenteurs d'une carte de dérogation de Forest ne pourront pas se garer sur la partie zone rouge de la chaussée d'Alseberg. Ces adresses sont mentionnées pour permettre aux riverains de cette rue de bénéficier de la réciprocité de cet accord.
Chaussée d'Alseberg	pas autorisée	54-172	3	
Rue Antoine Bréart	1-153	2-132	3	
Rue de Savoie	1-59	6-102	3	

Rues limitrophes avec la Commune d'Ixelles :

Accord de tolérance St-Gilles & Ixelles

Le détenteur d'une carte de dérogation de Saint-Gilles, dont l'adresse est reprise dans le 2ième tableau ci-dessous, peut se stationner dans ces rues à Ixelles.

Nom de la Rue	numéros impair	numéros pair	Remarques
Rue Blanche	15	14-16	
Rue de Florence	19-57	20-68	
Rue Defacqz	5-55	26-70	
Rue de Livourne	25-119	pas autorisée	
Rue Veydt	29-73	36-86	
Rue Faider	27-123	30-92	
Rue Paul Emile Janson	5-39	22-52	
Rue Simonis	23-43	14B-52	
Rue de l'Aqueduc	67-71	en face 67-71 (voitures partagées)	
Rue de Tabellion	1-43	2-110	
Rue Américaine	en face 44-54	44-54	
Rue Africaine	1-3	2A-28	
Chaussée de Waterloo	363A-391	412A-412G	
Avenue du Haut-Pont	13-25	16-30	
Rue Franz Merjay	1-51	2-48	
Parvis de la Trinité	1-11	un seul côté	Les détenteurs d'une carte de dérogation de Saint-Gilles ne pourront pas se garer sur le parvis de la Trinité, vu que c'est une zone rouge. Ces adresses sont mentionnées pour permettre aux riverains de cette rue de bénéficier de la réciprocité de cet accord.
Rue du Bailli	33-97	38-106	Les détenteurs d'une carte de dérogation de Saint-Gilles ne pourront pas se garer rue du Bailli vu que c'est une zone rouge. Ces adresses sont mentionnées pour permettre aux riverains de cette rue de bénéficier de la réciprocité de cet accord.

Le détenteur d'une carte de dérogation d'Ixelles, dont l'adresse est reprise dans le 1er tableau ci-dessus, peut se stationner dans ces rues à St-Gilles

Nom de la Rue	numéros impair	numéros pair	Remarques
Rue Berckmans	1-17	2-20	
Rue de Livourne	1-19	2-4	
Chaussée de Charleroi	61-283	32-258A	
Chaussée de Waterloo	363	406-410	
Rue Veydt	7-27	6-34	
Rue Blanche	15-39	16A-42	
Rue Faider	1-25A	4-28	
Rue Tasson-Snel	Toute la rue		
Rue Defacqz	61-141	72-154	
Rue Simonis	1-21	2-14B	
Rue de l'Amazone	33-63	22-68	
Rue de l'Aqueduc	1-65	2-54	
Rue Américaine	1-35	2-42	
Rue Africaine	5-37	2A-108	
Avenue Brugmann	1-55	2-30	
Avenue du Haut-Pont	1-11	2-14	
Rue de Florence	59-63		

2/ Il n'y a pas de stationnement limitrophe avec les Communes d'Anderlecht et Bruxelles-Ville.

27 votants : 24 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Loïc FRAITURE, Khalid TALBI, Jeanne BAUDOIN.

1 annexe

231121_carte forest.jpg

Le Secrétaire communal,

Laurent PAMPFER

L'Échevin(e) délégué(e),

Catherine MORENVILLE